

OULD ABBÈS : «Aucun médicament contrefait n'est commercialisé en Algérie»

Le ministre de la Santé a déclaré, hier, que tout enregistrement d'un médicament en Algérie devra être soumis à une réciprocité au niveau du pays d'origine. Le ministre a affirmé, par ailleurs, qu'aucun médicament contrefait n'était commercialisé en Algérie.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Santé a, en marge de la réunion de la Haute-Commission arabe technique du médicament, rappelé qu'il s'agissait en priorité de réduire la facture des importations du médicament et d'encourager la production nationale. Pour Djamel Ould Abbès, l'intensification des investissements dans la production du médicament en Algérie permettra aussi de limiter le volume des importations. Et dans cette optique, les pays arabes sont encouragés à investir avec une garantie de l'Etat, selon le ministre.

En Algérie, ce sont 5 683 médicaments qui sont inscrits. Parmi eux, 912 médicaments enregistrés proviennent de pays arabes. 451 d'entre eux sont produits par des laboratoires jordaniens, soit la plus

grande partie comme 204 médicaments sont fabriqués en Arabie saoudite. La Jordanie a investi, rappelle le ministre, 130 millions de dollars en Algérie à travers le laboratoire Hikma. En tout, ce sont 380 millions de dollars qui ont été investis en Algérie par les pays arabes en 2011, a expliqué le ministre.

A l'issue de la rencontre, il a, par ailleurs, annoncé qu'un appel sera lancé aux pays arabes en vue d'accentuer les efforts et de limiter la dépendance par rapport aux pays étrangers par le biais d'actions communes pour le développement de l'industrie du médicament. Concernant les investissements, le ministre rappellera que d'autres projets sont à l'étude aussi bien avec Saïdal pour le secteur public qu'avec les industriels du secteur privé.

Le ministre a rappelé, par ailleurs, que l'objectif est de porter la production et la consommation du médicament générique à 70% à l'horizon 2014. Pour sa part, la représentante du département de la santé et des aides humanitaires, responsable du secrétariat technique du Conseil arabe de la santé, M^{me} Leila Nadjem, a aussi rappelé la nécessité de lutter contre la contrefaçon des médicaments pour gagner la confiance des citoyens et les structures sanitaires dans le monde arabe. Pour la responsable, il est nécessaire de mettre en place un accord commun sur un dispositif de lois pour la lutte contre la commercialisation des médicaments contrefaits. La réunion de la Haute-Commission technique arabe du médicament, dont les travaux se déroulent sur deux jours, regroupe en plus de l'Algérie, la Jordanie, la Palestine, les îles Comores, le Yémen, la Mauritanie et l'Arabie saoudite.

F.-Z. B.



Photo : Samir Sid

En Algérie, 5 683 médicaments sont inscrits.

GRÈVE DES CORPS COMMUNS ET OUVRIERS PROFESSIONNELS DE L'ÉDUCATION

Le mouvement suivi à 57%

Les corps communs et ouvriers professionnels de l'éducation nationale qui réclament leur intégration ont entamé, hier, un mouvement de grève de cinq jours. Le taux de suivi au premier jour est de 57%, selon les estimations du Syndicat national des corps communs et ouvriers professionnels de l'éducation nationale (SNCCO-PEN).

Les agents administratifs et de comptabilité, les laborantins, les chauffeurs et les agents non spécialisés du secteur de l'éducation nationale ont répondu, hier, à l'appel à la grève lancé par le Syndicat national des corps communs et ouvriers professionnels de l'éducation nationale (SNCCOPEN).

Le syndicat a décidé de réinvestir le terrain de la contestation après plusieurs tentatives avortées pour amener la tutelle à se pencher sur ses préoccupations. Ce mouvement de grève, qui va se poursuivre, jusqu'à jeudi prochain, a été suivi au premier jour à 57% sur le territoire national. Le taux de suivi, souligne le syndicat, diffère d'une wilaya à une autre. Ainsi le mouvement a été suivi à 100% dans les wilayas de Chlef, Khenchela ou Oum El Bouaghi, 80% à Béjaïa et à seulement 40% dans la capitale. «Nos adhérents ont fait l'objet d'intimidations de la part des administrations pour les dissuader de suivre le mouvement, en particulier au niveau des établissements scolaires de la capitale» déplore M. Behari, porte-parole du SNCCOPEN. Le conseil national du syndicat se réunira la semaine prochaine pour évaluer le mouvement de protestation et décider des actions futures.

Il réclame la révision de la classification catégorielle et de la promotion interne de l'ensemble des corps, spécialement les ouvriers professionnels qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, l'intégration des corps communs et ouvriers professionnels dans le décret exécutif 08/315 en incluant l'octroi de la prime pédagogique aux laborantins et la prime de documentation aux documentalistes, aux administratifs et aux informaticiens avec effet rétroactif à compter de l'année 2005.

Il demande aussi la généralisation du bénéfice de la prime du Grand-Sud et de la prime du logement, la généralisation de l'octroi de la prime de rendement aux taux de 40% au lieu de 30% au profit des corps communs et ouvriers professionnels et le statut particulier aux agents de sécurité.

Le ministre de l'Education nationale a, de son côté, signifié, jeudi, lors de son intervention à l'APN, qu'il «est impossible d'intégrer ces fonctionnaires dans le secteur de l'éducation, car ils relèvent réglementairement de la Fonction publique».

Salima Akkouche

POUR ÉVITER LES ÉMEUTES DU LOGEMENT

Moussa préconise le «travail de proximité»

Pas de remède miracle pour que distribution de logements ne rime plus avec émeute. Le ministre de l'Habitat avance cependant une piste : celle de la sensibilisation. Moussa espère une plus grande coopération au niveau local.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Commentant les émeutes qui accompagnent régulièrement l'annonce des bénéficiaires de logements sociaux, le ministre de l'Habitat a livré son analyse.

Il estime que le manque de travail de proximité est souvent à l'origine d'incompréhensions qui font croire aux citoyens que chaque distribution est la dernière. Or, dit-il, «ceux qui attendent les logements doivent savoir que le processus de construction est long».

Le ministre, qui réunissait hier les directeurs des OPGI, s'est voulu rassurant, estimant que l'année en cours sera celle de l'accélération de la cadence avec, notamment, les facilitations en matière de mobilisation du foncier. 300 000 logements seront lancés au courant de l'année avec une prévision de livraison de 270 000 unités avec une prédominance du social-locatif et du promotionnel aidé.

Le bilan de l'année dernière fait état de la mise en chantier de 325 000 logements et de la consommation d'un budget de 252 milliards de dinars. Pour 2012, Nouredine Moussa parle d'une «tendance intéressante» qui devrait permettre d'honorer l'engagement de livrer 1,2 million de logements à fin 2014.

S'il a été beaucoup question de quantité hier, le

ministre n'a pas omis d'évoquer la nécessité de réaliser des produits de qualité. Les premiers responsables des OPGI ont été instruits afin que les relations entre eux et les entreprises réalisatrices s'améliorent pour que la qualité du bâti puisse, elle

aussi, s'améliorer. Moussa déplore, néanmoins, le déficit en grandes entreprises du bâtiment qui puissent prendre en charge les grands projets.

La majorité des entreprises intervenant dans le secteur sont de nature familiale et emploient souvent moins d'une dizaine de personnes. Résultat : très souvent, les avis d'appels d'offres s'avèrent infructueux car les entreprises sont sou-

vent peu qualifiées. Ce qui explique le recours aux entreprises étrangères qui ne postulent que pour les grands projets, souvent implantés dans les grandes villes. Le recours à ces dernières reste cependant limité puisque ces entreprises n'ont, lors du dernier quinquennat, continué qu'à hauteur de 7% de la globalité du programme du million de logements.

N. I.

ALORS QUE LA VILLE RETROUVE SON CALME

Une commission d'enquête à pied d'œuvre à Laghouat

La situation tend à la normalisation au niveau du chef-lieu de la wilaya de Laghouat en proie, depuis le 2 du mois en cours, à une contestation citoyenne consécutive à une distribution controversée de logements.

M. Kebci -Alger (Le Soir) - Laghouat offrait le visage ordinaire d'une ville paisible avec une circulation fluide et une activité commerciale des plus normales. Même les forces de sécurité, déployées en nombre ces derniers jours, se sont retirées, ne laissant que quelques éléments, discrètement positionnés aux alentours, notamment du siège de la wilaya et de quelques édifices publics. Exception faite d'un groupuscule de jeunes qui tenaient toujours une sorte de piquet de grève, à la place centrale près de la Grande-Poste.

Pour les manifestants, l'option est peut-être d'attendre la concrétisation des promesses faites par les autorités locales de répondre à leur principale revendication ; celle de la revue de la fameuse liste de bénéficiaires de logements. Une distribution qui, apprend-on de source locale, rentre dans le cadre d'une vaste opération d'éradication de l'habitat précaire qui a touché deux sites, rasés aussitôt leurs occupants ayant

rejoint leurs nouveaux toits. Il ne s'agit pas donc d'une répartition de logements sociaux dont la toute prochaine porterait sur 400 à 1 000 unités. Une source évoque la présence sur les lieux d'une commission d'enquête expressément diligentée par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales en vue de tirer au clair cette affaire. Une commission, dont les premiers éléments en sa possession conforteraient les manifestants, qui parlent d'innombrables irrégularités ayant émaillé cette répartition avec la présence massive d'étrangers à la wilaya dont de nombreuses familles qui ne se sont installées sur les sites qu'il y a quelques mois.

Sur un autre plan, des avocats devaient se concerter, hier, au siège de la section locale de la Ligue algérienne des droits de l'homme, autour des plaintes que des manifestants voudraient engager contre les forces de sécurité. Selon Yacine Zaid, le responsable local de la LADDH, une dizaine de jeunes, certificats médicaux à l'appui, ont sollicité et la Ligue et des avocats pour d'éventuelles poursuites judiciaires à engager contre des éléments des forces de sécurité qui les auraient maltraités, leur causant des blessures.

M. K.